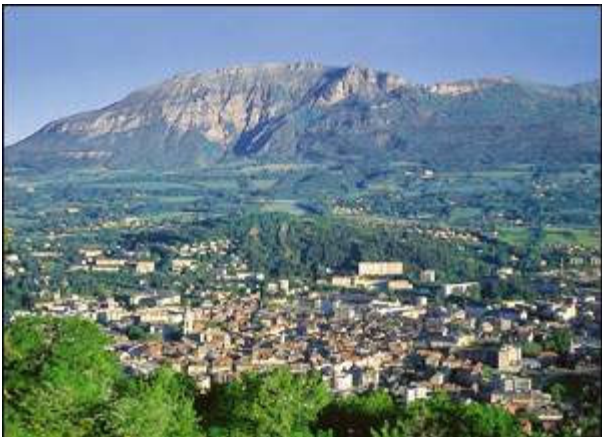




La rocade de Gap au coeur d'un bras de fer entre l'Etat et la Région PACA – 30 juin 2010



Alpes du Sud - La rocade de Gap au cœur d'un bras de fer entre la Région PACA et l'Etat. La Région a retiré une délibération sur cet aménagement routier (36 millions d'euros pour la première tranche des travaux, 100 millions d'euros au total) de l'ordre du jour de l'assemblée plénière de lundi. Objectif : protester contre la politique du gouvernement.

"L'Etat a de son côté gelé à hauteur de 66 millions d'euros pour les 3 ans qui viennent ses contributions, et à hauteur de 170 millions d'euros dans les 5 ans", a expliqué Bernard Jaussaud, conseiller régional haut-alpin sur Alpes 1. "L'Etat met en péril une bonne partie de la politique mise en place par les collectivités, que ce soit la Région, les Départements ou les communes". Le but du gèle des financements : "remettre l'Etat à la table des négociations". Selon lui, ce n'est pas la rocade de Gap qui est visée directement. La Région s'est "engagée à hauteur de 33% dans ce dossier", a-t-il précisé. Elle ne se désengage pas, car elle a signé le Programme de modernisation des itinéraires routiers (PDMI).

Une décision qui suscite l'inquiétude de la Ville de Gap. Pour Roger Didier, « les Gapençais et les Hauts-Alpins sont véritablement pris en otage dans cette affaire. » Le maire de Gap était également en ligne ce midi sur Alpes 1. "Je déplore avec vigueur cette situation qui met en péril l'échéancier de mise en œuvre du programme envisagé." Il a demandé une audience au président, Michel Vauzelle, s'inquiétant également pour l'aide de la Région à la construction du nouveau stade de glace. De son côté, la députée des Hautes-Alpes Henriette Martinez dénonce dans un communiqué, « l'irresponsabilité de la Gauche ».

La première tranche de la rocade de Gap prévoit la construction du tronçon central entre la route de Veynes et la route de Grenoble. Le début du chantier est actuellement prévu pour fin 2012-début 2013. L'ensemble des travaux devraient s'élever à 100 millions d'euros.